

**FR**

**FR**

**FR**



## COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 20 juillet 2007

C (2007) 3460

### DÉCISION DE LA COMMISSION

**relative au programme de travail 2007 en matière de subventions  
dans le domaine des transports et de l'énergie,  
et portant décision de financement conformément à l'article 75, paragraphe 2,  
du règlement (CE, Euratom) n°1605/2002 du Conseil modifié  
par le règlement (CE, Euratom) n°1995/2006 du Conseil  
pour les marchés et les subventions dans le domaine des transports et de l'énergie  
et pour l'Agence européenne de la sécurité aérienne,  
l'Agence européenne pour la sécurité maritime  
l'Agence ferroviaire européenne,  
l'Agence exécutive compétitivité et innovation  
L'Agence exécutive pour les réseaux transeuropéens transport  
et l'Autorité européenne de surveillance GNSS.**

Projet de

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du [...]

**relative au programme de travail 2007 en matière de subventions  
dans le domaine des transports et de l'énergie,  
et portant décision de financement conformément à l'article 75, paragraphe 2,  
du règlement (CE, Euratom) n°1605/2002 du Conseil modifié  
par le règlement (CE, Euratom) n°1995/2006 du Conseil  
pour les marchés et les subventions dans le domaine des transports et de l'énergie  
et pour l'Agence européenne de la sécurité aérienne,  
l'Agence européenne pour la sécurité maritime  
l'Agence ferroviaire européenne,  
l'Agence exécutive compétitivité et innovation  
L'Agence exécutive pour les réseaux transeuropéens transport  
et l'Autorité européenne de surveillance GNSS.**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE, Euratom) n°1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes<sup>1</sup>, modifié par le règlement (CE, Euratom) n° 1995/2006 du Conseil du 13 décembre 2006 et notamment son article 49, paragraphe 2, son article 75, paragraphe 2, et son article 110, paragraphe 1,

vu le règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002 de la Commission du 23 décembre 2002 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes<sup>2</sup>, modifié en dernier lieu par le règlement (CE, Euratom) n° 1248/2006 de la Commission du 7 août 2006, et notamment ses articles 33, 90, 166, 167 et 168,

considérant ce qui suit:

- (1) Conformément à l'article 110, paragraphe 1, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil modifié par le règlement (CE, Euratom) n° 1995/2006 du Conseil et l'article 166 du règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002 de la Commission du 23 décembre 2002 modifié en dernier lieu par le règlement (CE, Euratom) n° 1248/2006 de la Commission du 7 août 2006, les subventions doivent faire l'objet d'une programmation annuelle qui précise l'acte de base, les objectifs, les principaux

---

<sup>1</sup> JO L 248 du 16.9.2002, p. 1

<sup>2</sup> JO L 357 du 31.12.2002, p. 1

thèmes proposés, le calendrier des appels à propositions avec leur montant indicatif et les résultats attendus; ce programme de travail est adopté par la Commission.

- (2) L'article 168, paragraphe 1, point c), du règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002 de la Commission du 23 décembre 2002 modifié en dernier lieu par le règlement (CE, Euratom) n° 1248/2006 de la Commission du 7 août 2006 prévoit que des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions au bénéfice d'organismes se trouvant dans une situation de monopole de droit ou de fait.
- (3) L'article 168, paragraphe 1, point d), du règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002 de la Commission du 23 décembre 2002 modifié en dernier lieu par le règlement (CE, Euratom) n° 1248/2006 de la Commission du 7 août 2006 prévoit que des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions au bénéfice d'organismes identifiés dans un acte de base.
- (4) L'article 75, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 modifié par le règlement (CE, Euratom) n° 1995/2006 prévoit qu'une décision de financement précède l'engagement des dépenses sauf lorsque les crédits peuvent être exécutés sans acte de base, conformément à l'article 49 paragraphe 2.
- (5) En vertu de l'article 90 des modalités d'exécution, le programme de travail annuel en matière de subventions et marchés peut être considéré comme une décision de financement au sens de l'article 75 RF, pour autant qu'il constitue un encadrement suffisamment précis. Dès lors, il revient à la Commission d'adopter le programme de travail 2007 en matière de subvention et de marchés dans le domaine des transports et de l'énergie.
- (6) Conformément à l'article 15 paragraphe 1 de la Décision de la Commission du 11 mars 2004 modifié en dernier lieu par la décision de la Commission du 21 février 2007 sur les règles internes, les crédits qui peuvent être exécutés sans acte de base, conformément à l'art. 49 paragraphe 2 du règlement financier, doivent néanmoins faire l'objet d'un encadrement équivalent à celui d'une décision de financement adopté par la Commission.
- (7) Dès lors, il convient d'adopter un encadrement relatif aux actions à mener aux titres des dépenses administratives d'appui et des actions opérationnelles relevant des prérogatives institutionnelles de la Commission ainsi que des actions préparatoires et projets pilotes, au sens de l'article 49 paragraphe 2 du règlement financier.
- (8) Les marchés avec actes de base imputés sur les dépenses administratives d'appui ou sur les dépenses opérationnelles et qui n'ont pas été inclus dans les programmes annuels de travail des programmes spécifiques, sont encadrés dans cette décision.
- (9) Par ailleurs, il revient à la Commission d'adopter une décision de financement pour l'année 2007 relative à la subvention allouée en 2007 à l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA), l'Agence européenne pour la sécurité maritime (EMSA), l'Agence ferroviaire européenne (ERA), l'Agence exécutive compétitivité et innovation, l'Agence exécutive pour les réseaux transeuropéens transport et à l'Autorité européenne de surveillance GNSS.

- (10) Les subventions et les marchés relatifs aux programmes spécifiques font l'objet de programmes de travail séparés, adoptés par la Commission et valant décision de financement.

DECIDE:

#### *Article premier*

Le programme de travail général en matière de subventions dans le domaine des transports et de l'énergie pour 2007, figurant à l'annexe I, est adopté.

#### *Article 2*

Le programme de travail général en matière de subventions dans le domaine des transports et de l'énergie vaut, pour les subventions octroyées sans acte de base et soumises à appels à propositions, décision d'encadrement au sens de l'article 15 paragraphe 1 de la décision de la Commission du 11 mars 2004 (SEC(2004)120) relative aux règles internes, modifiée en dernier lieu par la décision de la Commission du 21 février 2007 (C(2007)513). Les actions concernées sont décrites dans l'annexe I A.

#### *Article 3*

Pour le domaine des transports et de l'énergie, l'annexe III définit les marchés à mener aux titres des dépenses administratives d'appui, des actions opérationnelles relevant des prérogatives institutionnelles de la Commission ainsi que des actions préparatoires et projets pilotes, au sens de l'article 49 paragraphe 2 du RF et vaut décision d'encadrement ou de financement au sens de l'article 75.2 du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 modifié par le règlement (CE, Euratom) n° 1995/2006.

#### *Article 4*

Pour le domaine des transports et de l'énergie, l'annexe IV définit les marchés à mener aux titres des dépenses administratives d'appui et des actions opérationnelles relevant des programmes spécifiques ou de lignes budgétaires avec acte de base et vaut décision de financement.

## *Article 5*

Le financement par le versement d'une subvention pour l'année 2007 pour l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA), l'Agence européenne pour la sécurité maritime (EMSA), l'Agence ferroviaire européenne (ERA) l'Agence exécutive compétitivité et innovation, L'Agence exécutive pour les réseaux transeuropéens transport et l'Autorité européenne de surveillance GNSS, dont les éléments et les montants précis figurent à l'annexe II, est approuvé.

Fait à Bruxelles, le

*Par la Commission*

*Membre de la Commission*